

N° DP 24/112

DECISION DU PRESIDENT

AVIS SUR DEMANDE DE L'ENTREPRISE AVENIR DECONSTRUCTION POUR UNE DEROGATION PREFECTORALE TEMPORAIRE INDIVIDUELLE AU REPOS DOMINICAL 2024

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'article L.3132-21 du Code du Travail stipulant que l'avis de l'organe délibérant de la Métropole doit être sollicité lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tous les salariés d'un établissement serait préjudiciable au public (dérogation préfectorale temporaire individuelle),

VU le courrier du 6/02/2024 de la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités du Var (DDETS 83), ci-annexée, sollicitant l'avis de la Métropole pour une dérogation temporaire au repos dominical concernant la demande formée par l'entreprise AVENIR DECONSTRUCTION à propos du dimanche 10 mars 2024 pour 24 salariés dans le cadre des travaux de déconstruction situés à Toulon - Pont Toubadou,

CONSIDERANT que l'article R.3132-16 du Code du Travail stipulant que l'avis de l'organe délibérant de l'EPCI dont est membre la commune sur le territoire de laquelle se situe le lieu d'intervention des salariés doit être donné dans le délai d'un mois,

CONSIDERANT que la Métropole n'émet pas de réserve à cette demande de dérogation au repos dominical,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE RENDRE UN AVIS FAVORABLE sauf avis contraire du Conseil Municipal,
à la demande de dérogation préfectorale temporaire individuelle mise en annexe.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **16 FEV. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



4306 1873 0 7



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
de l'Emploi, du Travail
et des Solidarités**

FORMULAIRE DE DEMANDE DE DÉROGATION AU REPOS DOMINICAL

L'article L.3132-3 du Code du travail pose le principe général du repos dominical des salariés.

En application de l'article L.3132-20, le Préfet peut accorder à titre individuel et temporaire une dérogation aux établissements qui peuvent établir que le repos simultané de tout le personnel serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de l'établissement.

Afin de permettre l'instruction d'une demande de dérogation au titre de l'article L.3132-20, le demandeur est invité à renseigner le présent formulaire et à le retourner un mois et 8 jours avant le premier dimanche faisant l'objet de la demande.

Celui-ci permettra de procéder aux consultations prescrites par l'article L.3132-21.
En cas d'envoi tardif, la demande ne sera pas instruite.

DÉNOMINATION DE LA SOCIÉTÉ :

Avenir Déconstruction

ENSEIGNE DE L'ÉTABLISSEMENT :

ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT :

14 Avenue Emmanuel Vitria 13120 GARDANNE

DATES SOLLICITÉES :

Dimanche 10 Mars 2024

LIEU DE L'INTERVENTION :

Pont Toubadour – A57 – 83 000 TOULON

L'autorité compétente pour prendre la décision de dérogation au repos dominical est celle du lieu d'intervention des salariés que la société souhaite faire travailler le dimanche, y compris en l'absence d'établissement.

NATURE DE L'ACTIVITÉ	
Code NAF Indiquer précisément l'activité de l'établissement	4311Z
Convention collective relative à l'activité exercée dans votre établissement Préciser son intitulé	CONVENTION COLLECTIVE DU BATIMENT IDCC 1597 CCN des Ouvriers du bâtiment du 08/10/1990 IDCC 2609 CCN des Etam du bâtiment du 12/07/2006 IDCC 2420 CCN des Cadres du bâtiment du 01/06/2004

EMPLOI	EFFECTIF TOTAL	DONT MOINS DE 18 ANS
1° Combien l'établissement occupe-t-il habituellement de salariés ?	36	
2° Quel est le nombre de salariés occupés en semaine qui seraient appelés à travailler le dimanche ?	24 (tous ne dépendent pas de cet établissement)	
3° Est-il envisagé de recruter du personnel pour l'exécution du travail du dimanche ? (1) - à temps plein - à temps partiel	NON	

(1) Préciser la forme du contrat :
CDD : contrat à durée déterminée
CDI : contrat à durée indéterminée

HORAIRES	
Répartition actuelle de la durée du travail (quotidienne et hebdomadaire)	7h par jour 35h par semaine
Horaire qui serait pratiqué le dimanche	Equipe 1 : de 22h (samedi 09/03) à 6h (dimanche 10 mars) Repos puis de 10h à 16h (dimanche 10 mars) Equipe 2 : 6h à 14h (dimanche 10 mars)
Activité du personnel qui travaillerait le dimanche	Chef de chantier, Conducteur de travaux, Chef d'équipe, Opérateur déconstruction & désamiantage, Conducteur d'engins, Responsable logistique, Directeur matériel, Mécanicien itinérant, Mécanicien soudeur, Conducteur poids lourd
Modalités d'octroi du repos hebdomadaire obligatoire durant la semaine concernée <i>La semaine civile débute le lundi à 0 heure et se termine le dimanche à 24 heures, Chaque salarié doit bénéficier, au cours de la semaine, d'un jour de repos hebdomadaire (24 heures auxquelles s'ajoute un repos quotidien minimum de 11 heures)</i>	Repos hebdomadaire par roulement à tout le personnel

CONTREPARTIES	
<p>De quelles contreparties et garanties bénéficieraient les salariés appelés à travailler le dimanche</p> <p>- <u>majoration de rémunération ?</u></p> <p>Les heures effectuées ce jour-là donneront lieu à une majoration de 100% du salaire horaire comme le prévoit la CCN du bâtiment.</p> <p>- <u>taux ?</u></p> <p>- <u>repos compensateur ?</u></p> <p>Les salariés bénéficieront d'un repos compensateur équivalent en temps au nombre d'heures travaillées le dimanche,</p> <p>- <u>taux ?</u></p> <p>Modalités d'attribution ?</p> <p>à prendre dans un délai maximum de deux semaines suivant la date à laquelle le droit au repos compensateur aura été acquis et si possible dans le même mois civil.</p> <p>- <u>autres ?</u></p>	<p>JOINDRE IMPÉRATIVEMENT</p> <p>- l'accord collectif fixant les contreparties accordées aux salariés appelés à travailler le dimanche, qui doit en outre comporter des engagements en termes d'emploi ou en faveur de certains publics en difficulté,</p> <p>OU à défaut :</p> <p>- la décision unilatérale de l'employeur fixant les contreparties accordées aux salariées et comportant des engagements en termes d'emploi ou en faveur de certains publics en difficultés ou de personnes handicapées,</p> <p>- le procès-verbal des résultats du référendum d'approbation de la décision unilatérale par le personnel concerné,</p> <p>et le procès verbal de consultation du CSE de la décision unilatérale,</p>
<p>Le personnel appelé à travailler le dimanche est obligatoirement volontaire (L3132-25-4)</p>	<p>L'accord des salariés doit être donné par écrit,</p>
<p>Avis de Comité Social d'Entreprise</p>	<p>JOINDRE IMPÉRATIVEMENT</p> <p>- Le PV de consultation du CSE</p>
MOTIVATIONS	
<p>Motifs invoqués à l'appui de la demande de dérogation (à détailler)</p> <p>Quel serait le préjudice au public si l'activité n'avait pas lieu le dimanche ?</p> <p>En quoi l fonctionnement normal de l'établissement serait-il compromis si l'activité n'avait pas lieu le dimanche ?</p>	<p>Il s'agit d'une commande client, la fermeture de l'autoroute est décidée et validée par la préfecture.</p> <p>Fermeture de l'axe routier principal de Toulon et département en semaine (A 57)</p> <p>S.O. car les travaux sont imposés le Dimanche</p>

« Certifié sincère et véritable »

le (date) : 1^{er} FEVRIER 2024

Signature :

NOM, prénom et qualité : GUILLON Maria DRH

Numéro de téléphone : 05 57 77 06 95

Adresse courriel : m.guillon@atlantique-services.com

Ce document est à adresser en 2 exemplaires à l'adresse suivante :

DDETS du Var, CS 31 209 – 83 070 TOULON CEDEX,

ou à adresser par courriel : ddets-accord-entreprise@var.gouv.fr

Tél : 07 64 45 67 00

DDETS du Var – Préfecture du Var

CS 31 209 – 83 070 TOULON CEDEX

Décision unilatérale de l'employeur

TRAVAIL DU DIMANCHE
LE 10/03/2024

Préambule

Dans le cadre des travaux de déconstruction mécanique du pont de Toubadour (A57). Ces travaux auront lieu le samedi 9 et dimanche 10 mars, ils sont imposés par notre client. Ces travaux nécessitant la fermeture de l'autoroute, nous sommes dans l'obligation de les réaliser durant cette période.

Article 1 – Principe de base : le volontariat

Seuls les salariés volontaires pourront être amenés à travailler le dimanche. Le refus total ou partiel de travailler le dimanche ne peut être pris en considération pour refuser l'embauche d'un candidat ou empêcher la promotion d'un salarié, sa mutation ou l'octroi de congés. En cas de refus total ou partiel de se porter volontaire pour travailler le dimanche, le salarié ne peut faire l'objet d'aucune mesure discriminatoire dans le cadre de l'exécution de son contrat de travail, son refus ne pouvant en outre constituer ni une faute, ni un motif de sanction ou de licenciement.

Article 2 – Les salariés concernés

Les vingt-quatre salariés suivants ont donné leur consentement pour travailler le dimanche 10 mars 2024 :

POURCEL Frédéric
AIT DRAOUCH Lahkim
THIERY Gérard
DUFLOT Matthieu
CASGHA Lionel
DJOU MOI Moussa
KANOUTE Daouda
OLIVEROS Julien
LAUMAIN Frédéric
AMDJADE Mouzidalifa
PICHAS Christophe
LOZANO Arnaud
CHARLAULT Franck
HARISMENDY Frédéric
PUYBARAUD Antoine
ALEXANDRE Luc
THOREAU Geoffroy

GUIONIE Jérôme
VINCI Tony
BOUINOT Cédric
LAPRIE Thomas
CHAMBARAUD Frédéric
MAUVILLAIN Jordy
CABARET Laurent

Article 3 - Contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical en matière de rémunération

En contrepartie du dimanche travaillé, les salariés bénéficieront des majorations prévues par la convention collective du bâtiment :

- ✓ Pour les Ouvriers et les ETAM :

Une majoration de salaire à hauteur de 100 % des heures travaillées le dimanche (Salaire horaire de base X nombre d'heures travaillées).

- ✓ Pour les Cadre au forfait

Une majoration de salaire à hauteur de 1/22ème du salaire de base mensuel par dimanche travaillé.

Article 4 - Contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical en matière de repos

Les salariés bénéficieront d'un repos compensateur équivalent en temps au nombre d'heures travaillées le dimanche, à prendre dans un délai maximum de deux semaines suivant la date à laquelle le droit au repos compensateur aura été acquis et si possible dans le même mois civil.

Article 5 - Engagements

Notre entreprise s'engage à :

- proposer par priorité, en fonction des postes disponibles, des emplois à temps complet au personnel employé à temps partiel ;
- favoriser l'accès à la formation professionnelle des salariés acceptant de travailler le dimanche dans le cadre des dispositifs de formation professionnelle prévus par les conventions collectives dont ils relèvent.

Article 6 – Approbation par référendum

La présente décision sera soumise à référendum des personnels concernés par cette dérogation au repos dominical. Elle entrera en vigueur après approbation par une majorité des personnels concernés par cette dérogation au repos dominical.

Fait à Artigues, le 26 janvier 2024

Pour la Direction de l'entreprise
Jean Philippe RENIER





AVENIR DÉCONSTRUCTION

REFERENDUM - personnes mobilisées le dimanche 10 Mars 2024 sur la base du volontariat
Engagements et contreparties au travail dominical contenus dans la DUE

Est	Nom	Prénom	Fonction	D'accord	Pas d'accord
AD	POURCEL	Frédéric	Chef de chantier principal		
AD	AIT DRAOUCHE	Léon	Conducteur de travaux principal		
AD	THIERY	Gérard	Chef de chantier		
AD	DUFLOT	Mathieu	Chef d'équipe - Conducteur d'engins		




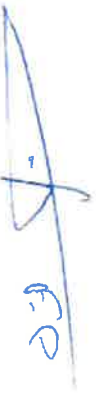

AVENIR DÉCONSTRUCTION

REFERENDUM - personnes mobilisées le dimanche 10 Mars 2024 sur la base du volontariat
Engagements et contreparties au travail dominical contenus dans la DUE

Ets	Nom	Prénom	Fonction	D'accord	Pas d'accord
AD	CASGHA	Lionel	Chef d'équipe - Conducteur d'engins		
AD	DIOUMOI	Moussa	Opérateur déconstruction & désamiantage		
AD	KANOUTE	Daouda	Opérateur déconstruction & désamiantage		
AD	OLIVEROS	Julien	Chef de chantier		
AD	LAUMAIN	Frédéric	Chef de chantier		






AVENIR DÉCONSTRUCTION

REFERENDUM - personnes mobilisées le dimanche 10 Mars 2024 sur la base du volontariat
Engagements et contreparties au travail dominical contenus dans la DUE

Ets	Nom	Prénom	Fonction	D'accord	Pas d'accord
AD	AMDJADE	Mouzdafia	Opérateur déconstruction & désamiantage		
AD	PICHAS	Christophe	Opérateur déconstruction & désamiantage		
AD	LOZANO	Arnaud	Conducteur d'engins		
AD	CHARLAUT	Franck	Conducteur d'engins		
AD	HARISMENDY	Frédéric	Chef d'équipe-Conducteur d'engins		

AVENIR DÉCONSTRUCTION

REFERENDUM - personnes mobilisées le dimanche 10 Mars 2024 sur la base du volontariat
Engagements et contreparties au travail dominical contenus dans la DUE

Elé	Nom	Prénom	Fonction	D'accord	Pas d'accord
AD	PUYBARAUD	Antoine	Conducteur d'engins		
AD	ALEXANDRE	Luc	Conducteur d'engins		
AD	THOREAU	Geoffroy	Chef d'équipe-Conducteur d'engins		
AD	GUIONIE	Jérôme	Conducteur d'engins		
AD	VINCI	Tony	Conducteur d'engins		

AVENIR DÉCONSTRUCTION

REFERENDUM - personnes mobilisées le dimanche 10 Mars 2024 sur la base du volontariat
Engagements et contreparties au travail dominical contenus dans la DUE

Ets	Nom	Prénom	Fonction	D'accord	Pas d'accord
AD	BOUNOT	Cédic	Responsable logistique		
AD	LAPRIE	Thomas	Directeur Matériel		
AD	CHAMBARAUD	Frédéric	Mécanicien Itinérant		
AD	MAUVILLAIN	Jordy	Mécanicien Soudeur		
AD	CABARET	Laurent	Conducteur Poids Lourd		

AVENIR DÉCONSTRUCTION

REFERENDUM - personnes mobilisées le dimanche 10 Mars 2024 sur la base du volontariat
Engagements et contreparties au travail dominical contenus dans la DUE

Ets	Nom	Prénom	Fonction	D'accord	Pas d'accord

PROCES VERBAL DU REFERENDUM

Organisé le 26 janvier 2024

DANS LES LOCAUX DE L'ENTREPRISE AVENIR DECONSTRUCTION

PAR APPLICATION DE L'ARTICLE L.3132-25-3 DU CODE DU TRAVAIL

La société AVENIR DECONSTRUCTION

Immatriculée au Registre du commerce et des sociétés (RCS) sous le n°413 824 319

Immatriculée au SIRET sous le n° 41382431900037

Siège social : 4 Avenue Descartes 33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX

Président : La SAS AS représentée par Jean Philippe RENIER

Nombre de salariés concernés par le travail du dimanche : 24

Nombre de votants : 24

Majorité :

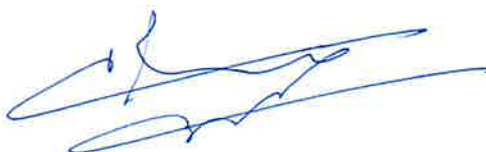
- **24** Voix ont approuvé les engagements et les contreparties au travail dominical contenus dans la décision du chef d'entreprise.
- **0** Voix ont désapprouvé les engagements et les contreparties au travail dominical contenus dans la décision du chef d'entreprise.

Les salariés concernés par le travail le dimanche ont décidé, à la majorité, d'approuver les engagements et les contreparties au travail dominical proposés par le chef d'entreprise.

Fait le : 26 janvier 2024

A Artigues près Bordeaux

La Direction :





PROCÈS-VERBAL DE CARENCE POUR TOUS LES COLLÈGES DU COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

Il est recommandé de lire la notice d'accompagnement et de consulter les informations sur www.elections-professionnelles.travail.gouv.fr (informations pratiques / formulaires).

A l'issue de l'élection, l'employeur doit transmettre ce document dans les 15 jours en le numérisant puis en le téléversant via l'outil de saisie d'une carence totale sur le site www.elections-professionnelles.travail.gouv.fr

Un exemplaire du procès-verbal de carence totale doit également être transmis à l'agent de contrôle de l'inspection du travail.



Attention :

L'obligation de rédiger le présent document est limitée au cas où la carence de candidatures a été constatée à la fois aux 1er et 2ème tours des élections professionnelles - titulaires et suppléants - et que l'institution n'a pas pu être mise en place ou renouvelée

INFORMATIONS SUR L'ÉTABLISSEMENT DANS LEQUEL S'EST DÉROULÉE L'ÉLECTION

Coordonnées de l'établissement :	SIRET des autres établissements concernés par l'élection actuelle :
SIRET de l'établissement : 41382431900037	41382431900086
Raison sociale : AVENIR DECONSTRUCTION	41382431900052
Adresse : 4 AV DESCARTES	41382431900078
Code postal : 33370 Ville : ARTIGUES PRES BORDEAUX	41382431900128
Personne à contacter dans l'établissement :	41382431900110
Nom : GUILLON	41382431900136
Prénom : MARIA	
Fonction : DRH	
N° téléphone : 0557770695	
Adresse courriel : m.guillon@atlantique-services.com	

INFORMATIONS GÉNÉRALES RELATIVES À L'ÉLECTION

Nombre d'électeurs inscrits : 158

Durée du mandat des élus : 4 ans

Les salariés ont été informés le 27/11/2019 que des élections seraient organisées le 22/01/2020

I - Si votre entreprise emploie de 11 à 20 salariés et aucun salarié ne s'est porté candidat dans un délai de 30 jours, renseignez le présent cadre :

Aucun salarié ne s'est porté candidat aux élections dans le délai de 30 jours à compter de l'information du personnel de l'organisation des élections par l'employeur prévue par l'article L. 2314-5 alinéa 5, soit avant le __/__/__.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2314-5 alinéa 5, aucune élection n'a été organisée.

OU

II - Si une élection a été organisée et qu'il y a eu carence de candidature, renseignez le cadre suivant :

Le 27/11/2019, conformément aux dispositions des alinéas 1 à 4 de l'article L. 2314-5 du code du travail, les organisations syndicales intéressées ont été invitées à négocier le protocole d'accord préélectoral et à établir les listes de leurs candidats.

Ces invitations ont été portées à la connaissance des organisations syndicales pour une première réunion de négociations fixée au 16/12/2019.

Aucune liste de candidats n'a été présentée au premier tour qui s'est déroulé le 22/01/2020 et il a été procédé à l'organisation du deuxième tour le 05/02/2020.

Il est constaté qu'au jour du deuxième tour, aucune candidature n'a été présentée.

En conséquence est dressé le présent procès-verbal de carence, conformément à l'article L. 2314-9 du code du travail.

À ARTIGUES PRES BORDEAUX
Le 05/02/2020

Signature du chef de l'établissement ou de l'entreprise

CACHET DE L'ENTREPRISE (obligatoire)

AVENIR DECONSTRUCTION
4, avenue René Descartes
33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX
Tél. 05 57 77 13 13 - Fax. 05 57 77 06 90
Siret 413 824 319 00037 - Ape 4311Z



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de l'emploi, du travail
et des solidarités**

TOULON, le 06 février 2024

Affaire suivie par : Agnès MASSA
Tél. : 07 64 45 67 00
Mél. : agnes.massa@var.gouv.fr
Mél : accord-entreprise@var.gouv.fr

Le Directeur départemental

à

Monsieur le Président
de Toulon Provence Méditerranée
107 bd Henri Fabre
CS – 30536 -
83041 Toulon cedex 09

Objet : Avis sur demande de dérogation à la règle du repos dominical
P.J : Copie de la demande

En application de l'article L.3132-21 du code du travail, je sollicite l'avis de l'organe délibérant de votre EPCI concernant la demande reçue le 05 février 2024 formée par l'entreprise AVENIR DECONSTRUCTION située au 14 avenue Emmanuel Vitria – 13120 – Gardanne, visant à bénéficier d'une dérogation au repos dominical de ses salariés sur le fondement de l'article L.3132-20 du code du travail (dérogation préfectorale temporaire individuelle).

Conformément à l'article R.3132-16 du code du travail, l'avis des conseils municipaux doit être donné dans le délai d'un mois. J'attire votre attention sur le fait que cette échéance ne prolonge pas le délai de deux mois à compter de la réception de la demande dont je dispose pour rendre une décision.

En conséquence et afin d'éviter que ce dossier ne fasse l'objet d'une décision implicite de rejet, je vous saurai gré de bien vouloir m'adresser cet avis et vos éventuelles observations afin qu'ils me parviennent **avant le 06 mars 2024**

Dans l'hypothèse où votre conseil municipal ne serait pas en capacité de donner son avis dans le délai réglementaire, je vous saurai gré de bien vouloir me communiquer la date de la prochaine session du conseil municipal suivant la réception du présent courrier et de me transmettre son avis dès que celui-ci sera rendu.

Vous trouverez ci-joint copie de la demande formée par l'entreprise Avenir Déconstruction.

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur départemental et par
subdélégation,
Le Directeur du travail
Chef du Service Appui et Relations du travail

Emmanuel JOLY